

Hervé de Charette

Maine-et-Loire (6^{ème} circonscription)

Mandat(s)

Élu le 17 juin 2007; date de début de mandat : le 20 juin 2007 (Élections générales)

Groupe(s)

Membre du groupe politique Union pour un Mouvement Populaire [27 juin 2007 - 11 janvier 2010]

Membre du groupe politique Nouveau Centre [11 janvier 2010]

NOMINATIONS

Commission

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. 28 juin 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution ([n°561 rectifié](#)) [19 décembre 2007]

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification du traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne, le traité instituant la Communauté européenne et certains actes connexes ([n°690](#)) le 19 décembre 2007

Groupes d'amitié

Vice-Président du groupe d'amitié France-République arabe syrienne [5 novembre 2007]

Vice-Président du groupe d'amitié France-Fédération de Russie [6 novembre 2007]

Vice-Président du groupe d'amitié France-République islamique d'Iran [28 novembre 2007]

Vice-Président du groupe d'amitié France-République arabe d'Égypte [18 décembre 2007]

DÉPÔTS

Avis [n°563](#) sur le projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution (n°561) [8 janvier 2008]

Rapport déposé au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi autorisant la ratification du traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne, le traité instituant la Communauté européenne et certains actes connexes (n°690) [6 février 2008] ([n°691](#))

Proposition de loi constitutionnelle [n°696](#) modifiant l'article 88-1 de la Constitution afin de reconnaître les symboles européens [6 février 2008]

Proposition de loi [n°2406](#) tendant à l'amélioration des droits de la défense dans la procédure de la garde à vue [1^{er} avril 2010]

Proposition de résolution [n°3719](#) sur la reconnaissance par la France de l'Etat de Palestine [6 septembre 2011]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

[Politique extérieure. Israël et territoires palestiniens. Attitude de la France et de l'Union européenne](#) [25 mars 2010] (p. 1698)

[Politique extérieure. Territoires palestiniens. Bande de Gaza. blocus israélien. attitude de la France](#) [2 juin 2010] (p. 3882)

[Politique extérieure. Israël et territoires palestiniens. Attitude de la France et de l'Union européenne](#) [23 décembre 2010] (p. 9563)

[Cultes. Liberté de culte. Respec](#) [2 mars 2011] (p. 1316)

[Énergie et carburants. Gaz. Tarifs. évolution](#) [30 novembre 2011] (p. 8198)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

[n°145](#), posée le 29 janvier 2008. Personnes âgées. Établissements d'accueil. EHPAD. construction. attribution de subventions. conséquences (J.O. Questions p. 628). Appelée le 30 janvier 2008 (p. 575)

[n°239](#), posée le 6 mai 2008. Impôt sur le revenu. Pensions alimentaires. Personnes dépendantes. prise en compte (J.O. Questions p. 3704). Appelée le 7 mai 2008 (p. 1864)

DÉBATS

(à compter du 1^{er} octobre 2009 et jusqu'au 6 mars 2012)

[Budget : loi de finances 2010](#)

(Loi 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010)

1^{ère} lecture

Projet de loi de finances n° 1946 pour 2010

DISCUSSION DES ARTICLES [26 octobre 2009]

Première partie

Après l'article 11

Son intervention sur l'amendement 593 ([p.8488](#))

Pouvoirs publics: contrôle de l'action
du Gouvernement et évaluation des
politiques publiques (Parlement)

(Loi 2011-140 du 3 février 2011 tendant à renforcer les
moyens du Parlement en matière de contrôle de l'action
du Gouvernement et d'évaluation des politiques publiques)

2ème lecture

Rapport n° 2627 sur la proposition de loi , modifiée par le Sénat, tendant à renforcer
les moyens du Parlement en matière de contrôle de l'action du Gouvernement et
d'évaluation des politiques publiques (n°2456)

EXPLICATIONS DE VOTE [28 juin 2010]

Ses explications de vote ([p.4786](#))

Budget : loi de finances 2011

(Loi 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011)

1ère lecture

Projet de loi de finances n° 2824 pour 2011

*(Discussion générale commune avec le projet de loi n° 2823 de programmation des
finances publiques pour les années 2011 à 2014)*

DISCUSSION DES ARTICLES [4 novembre 2010]

Deuxième partie

Son intervention ([p.7982](#))

Pouvoirs publics : élection des députés
et des sénateurs, élection de députés
par les Français établis hors de France,
simplification du code électoral et transparence
financière de la vie politique (paquet électoral)

(Loi 2011-410 du 14 avril 2011 relative à l'élection des députés et sénateurs)

1ère lecture

Rapport n° 3025 sur le projet de loi organique relatif à l'élection des députés (n°1887)
(Discussion générale commune avec le rapport n° 3026 sur le projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-936 du 29 juillet 2009 relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France (n°1894))

(Discussion générale commune avec le rapport n° 3027 sur la proposition de loi de MM. Jean-Luc Warsmann et Charles de La Verpillière portant simplification de dispositions du code électoral et relative à la transparence financière de la vie politique (2562))

DISCUSSION DES ARTICLES [20 décembre 2010]

Après l'article 2

Son intervention sur l'amendement 1 ([p.9502](#))

Article 3

Son intervention sur l'amendement 26 ([p.9503](#))

Justice : garde à vue

(Loi 2011-392 du 14 avril 2011 relative à la garde à vue)

1ère lecture

Rapport n° 3040 sur le projet de loi relatif à la garde à vue (n°2855)

AVANT LA DISCUSSION DES ARTICLES [18 janvier 2011]

Son intervention ([p.281](#))

Société : immigration, intégration et nationalité

(Loi 2011-672 du 16 juin 2011 relative à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité)

2ème lecture

Rapport n° 3180 sur le projet de loi , modifié par le Sénat, relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité (n°3161)

DISCUSSION DES ARTICLES [9 mars 2011]

Article 3 bis

Son intervention sur l'article ([p.1621](#))

Déclaration du Gouvernement préalable au
Conseil européen et débat sur cette déclaration

Son intervention [16 mars 2011] ([p.1814](#))

Débat préalable au Conseil européen

Son intervention [12 octobre 2011] ([p.6148](#))